

Les délibérations de l'assemblée des délégués de Bienne = Die Verhandlungen der Delegiertenversammlung in Biel

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Soldat : Monatszeitschrift für Armee und Kader mit FHD-Zeitung**

Band (Jahr): **3 (1928)**

Heft 12

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-709953>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La propagande antimilitariste devant la loi.

(fin)

Mais, objecteront des esprits timorés, c'est instituer un «délit d'opinion». Nullement. Il ne faudrait pas croire que la manifestation d'une opinion doive toujours échapper à la loi. Si je vous dis que vous êtes un coquin, je vous exprime une opinion et vous n'admettez pas que, pour me soustraire à la peine qui atteint l'auteur d'une injure, j'invoque la liberté d'opinion. Inciter à une attitude qui constitue une violation formelle des lois et une atteinte aux intérêts essentiels de la collectivité, ce n'est d'ailleurs pas exprimer une opinion, c'est commettre un «acte» destiné et apte à entraîner des conséquences pratiques et à causer un préjudice. Ce serait instituer un délit d'opinion que de châtier celui qui déclare simplement qu'à son avis la Suisse devrait donner l'exemple du désarmement. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit: ce que la loi doit prévoir, c'est la provocation au refus de servir. Or ce genre de délit n'est pas nouveau dans notre droit pénal: l'article 48 du Code pénal fédéral actuelle frappe la provocation à la résistance à l'autorité fédérale; l'article 196 du Code pénal neuchâtelois punit la provocation ne soit purement verbale, il n'est pas nécessaire, pour être punissable, qu'elle ait été accompagnée de dons ou de promesses. A plus forte raison est-il normal de punir la provocation à refuser de servir son pays.

A mon sens le devoir du législateur fédéral est donc tout tracé. Il nous faut sans délai une loi fédérale réprimant toute action qui vise à débaucher la jeunesse de ses devoirs militaires.

Au demeurant, à défaut de législation fédérale, rien n'empêche le canton de prendre des mesures répressives. La Constitution fédérale en effet, n'emploie pas au sujet du droit pénal la formule de l'article 64 qui dispose: «La législation sur la capacité civile... est du ressort de la Confédération», ce qui exclut la compétence cantonale. L'article 64 bis se borne à déclarer: «la Confédération a le droit de légiférer en matière de droit pénal». La compétence pénale des cantons est donc entière partout où la Confédération n'a pas légiféré.

Peut-être pourrait-on objecter que l'armée est une institution fédérale et que, dès lors, il appartient au droit fédéral seul de la protéger. Pourquoi donc? Quel empêchement s'opposerait à ce qu'un canton punisse certains actes contraires au civisme helvétique, du moment que le droit fédéral ne l'a pas fait? Les articles 18 à 22 de la Constitution fédérale, qui organisent notre régime militaire, n'y font nullement obstacle. Il est normale que la partie d'un ensemble concoure à défendre le tout. Le «Un pour tous» est aussi nécessaire que le «Tous pour un». Si la gangrène est chez nous, n'attendons pas d'autres interventions pour la combattre. Le Code pénal fédéral ne réprime-t-il pas lui-même certains crimes et délits commis sur territoire suisse contre les États «étrangers»?

D'ailleurs on ne saurait soutenir que l'armée soit une institution exclusivement fédérale, car, selon l'article 19, dernier alinéa de la Constitution fédérale, les cantons disposent des forces militaires de leur territoire en tant que ce droit n'est pas limité par les normes fédérales. A teneur de l'article 21, alinéa 2, la composition des corps de troupes, le soin du maintien de leur effectif, etc., appartiennent au canton, sous réserve des prescriptions fédérales. Or l'action dirigée contre les de-

voirs militaires vise précisément à empêcher le canton de maintenir l'effectif légal de ses corps de troupes; elle le concerne directement.

Le terrain est donc libre pour la défense de notre santé civique. Dans l'organisme humain, les globules blancs contenus dans le sang ont la fonction essentielle de combattre les microbes qui le menacent; leur faiblesse assure le triomphe des éléments morbides. Dans notre organisme national, les législateurs, chargés de notre sécurité, assument une mission analogue. Il serait intolérable qu'ils regardent avec indulgence l'infection qui s'annonce.

Lt-Col. Claude Du Pasquier.

Les délibérations de l'assemblée des délégués de Bienne,

des 19 et 20 mai 1928.

Notre assemblée des délégués comptait la présence de représentants des 9 groupements de l'Association et de 56 de ses sections, soit, au total 131 délégués. Nous avons eu le plaisir de compter au nombre de nos hôtes Messieurs les Colonel-divisionnaire de Loriol, Chef d'arme de l'Infanterie, Colonel-divisionnaire Scheibli, Cdt. de la 3ème division, Colonel Steiner, représentant du Conseil d'Etat du canton de Berne, Colonel Moser, de Bienne, des représentants de la société cantonale bernoise et de la société de Bienne des officiers, des autorités de la ville de Bienne et plusieurs officiers. L'assemblée a laissé, comme ce fut le cas pour celle de Genève l'an passé, une très bonne impression grâce à la bonne discipline et au sain esprit patriotique qui régnait.

Dans son discours d'ouverture, le président central apporte son salut aux nombreux hôtes qui nous font l'honneur de leur présence et il donne connaissance des lettres d'excuses du Chef du département militaire suisse, Monsieur le Conseiller fédéral Scheurer, et de Monsieur le Colonel commandant de corps Bridler, commandant du 2ème corps d'armée, lesquels, en quelques paroles lapidaires mais bien senties, expriment leur satisfaction à reconnaître l'activité des sociétés de sous-officiers. Le président rappelle en outre la personne de notre président d'honneur Thomas Brändle, de St-Gall, lequel il y a 20 ans prenait les rênes de l'Association qu'il dirigea avec succès de 1908 à 1911, et qui exprime aujourd'hui ses regrets de ne pouvoir être des nôtres avec ses collaborateurs de l'époque lesquels vivent encore tous en bonne santé à ses côtés, à St-Gall ou dans les environs.

Le président central rend attentif à la grosse tâche dévolue aux délégués si ceux-ci veulent remplir consciencieusement leur devoir. Un délégué n'a pas seulement pour mission d'enregistrer les décisions prises, il doit aussi faire en sorte que ces dernières soient appliquées par les sections. Dans certaines circonstances également, son devoir sera de rappeler au président, ou au comité de sa section, que l'intérêt de l'Association et du corps des sous-officiers réclament une **activité féconde mise au service de l'armée**. Ce ne sera qu'ainsi en remplissant ce but, que le prestige du corps des sous-officiers augmentera dans le peuple et auprès des autorités et que s'affermira son autorité même, laquelle, du fait des charges toujours plus grandes que l'on réclame de lui aujourd'hui, ne doit plus donner lieu à discussion. Les insignes de nos grades sont pour nous un honneur; ils sont une marque de confiance de la part de nos chefs et du peuple, mais ils impliquent aussi des devoirs pour nous. Ils veulent que nous soyons toujours à la hauteur

des tâches techniques qui se présentent et que nous nous déclarions ouvertement et sans peur contre tous ceux qui voudront ébranler l'armée et la défense du pays. Ils nous obligent aussi à une tenue morale en service et hors service qui nous rende dignes de les porter. Ils réclament de nous l'esprit de camaraderie non seulement à la table des amis et lorsque tout va bien, mais que nous sachions être des camarades ouverts qui osent se dire les choses en face dans les moments pénibles. Les insignes de grades, enfin, représentent aussi le devoir de verser son sang s'il est nécessaire pour protéger parents, femmes et enfants.

Après ce vibrant discours d'ouverture, le président central élève sa pensée au deux membres d'honneur de notre Association que la mort nous a ravis, l'ancien chef de l'Etat major général, commandant de corps Sprecher von Bernegg, et, l'ancien Conseiller fédéral, Dr. Arthur Hoffmann, et il rappelle en paroles chaudes et prenantes la grande activité bienfaisante dépensée au service du pays par les deux disparus. En souvenir de ces grands citoyens, l'assemblée se lève et consacre en leur honneur une minute d'un silence impressionnant. — Le président a le plaisir ensuite de tresser une couronne de reconnaissance aux deux principaux organisateurs de l'assemblée, les camarades adj.-s.-off. Robert Asper, et sergent Mathias Zimmermann. Tous deux, pendant plusieurs années d'activité inlassable, tant dans la section de Biemme qu'au sein du comité central, ont fourni un travail hors service considérable, le premier non moins encore comme excellent rédacteur de notre organe central, et nous leurs en devons de la reconnaissance.

Le procès-verbal est tenu par le sergent-major Binkert (Einsiedeln), les traducteurs sont: allemand-français, l'adj.-s.-off. Walter Muller (Genève) et français-allemand le sergent-major Robert Meyer (Neuchâtel). Les camarades, sergent Hugener (Hérisau), sergent-major Meyer (Schaffhouse) et sergent-major Légeret (Montreux), fonctionnent comme scrutateurs.

Il est envoyé au chef du département militaire suisse ainsi qu'au comité central de la société fédérale des officiers, des télégrammes de sympathie exprimant la volonté de l'Association suisse de Sous-officiers de continuer à vouer ses efforts pour le bien de l'armée.

Le comité central a la satisfaction de communiquer à l'assemblée d'admission des **nouvelles sections** de: Val de Travers, Gäu (Soleure), Interlaken et Arrondissement d'Andelfingen (Zurich), dont les représentants reçoivent séance tenante le diplôme d'admission. Il n'y a pas de **démissions**, mais il sera rappelé aux sections de Sion, Porrentruy et Emmenbrücke qu'elles doivent intensifier leur activité si elles ne veulent pas se voir un jour rayées de l'Association.

Propositions des groupements et des sections. La section de **La Chaux-de-Fonds**, laquelle avait proposé la création d'une médaille spéciale pour les concours locaux, retire sa proposition, vu le gros déficit prévu au budget, et épargne aussi toute discussion. Les propositions de la section de **Rheintal**, tendants à l'introduction de modifications dans le règlement de concours de tir au fusil sont renvoyées par l'assemblée jusqu'à la révision générale des règlements qui se fera après les Journées de sous-officiers en perspective.

Les **propositions du Comité central** relatives à quelques modifications aux «**Bases fondamentales pour les Journées suisses de Sous-officiers**» sont adoptées sans discussion. En ce qui concerne le nouveau règlement des **distinctions**, une discussion nourrie s'élève au sujet de la proposition du comité central de déclarer non valable

pour l'obtention de la cuillère à moka, les mentions obtenus au fusil, pistolet et lancement de grenades lors des Journées suisses de sous-officiers. Au vote, la proposition du Comité central l'emporte sur d'autres propositions par 77 voix, la majorité étant de 59. D'autre part, il est décidé, pour l'obtention des distinctions, de tenir sur le même pied les cours militaires préparatoires et la Jungwehr, cela pour autant que le comité central sera mis en mesure de contrôler les rapports et l'organisation de ces cours. Par décision de la majorité de l'assemblée, la couronne de groupe à distribuer aux différentes disciplines des Journées suisses de Sous-officiers sera remplacée par l'adjonction d'un rameau spécial aux autres couronnes. Au vote final le nouveau règlement des distinctions est adopté à l'unanimité.

Il n'est arrivé au C. C. dans le délai fixé aucune demande de modification au **procès-verbal de l'assemblée des délégués de 1927**; celui-ci est ainsi adopté à l'unanimité avec remerciements chaleureux à son auteur, l'adj.-s.-off. Weisshaupt.

Le sergent-major Jobin (Berne) rapporte ensuite au nom du C.C. en ce qui concerne le **service de placement**. Sa proposition tendante à renoncer à cette institution parce que trop onéreuse et susceptible de manquer d'efficacité, est acceptée par l'assemblée. Il sera quand même fait l'essai pour satisfaire aux demandes, de communiquer les offres de places de la part des officiers ou des sous-officiers, dans l'organe central.

Les représentants des section vérificatrices des comptes font l'éloge du Comité central pour le beau travail qu'il a accompli dans la période écoulée, en sorte que l'assemblée se lève pour marquer son **acceptation des comptes, de la gestion et du rapport annuel du C. C.**

Les prescriptions générales pour les Journées suisses de Sous-officiers à Soleure, en 1929, sont adoptées à l'unanimité après courte discussion ensuite des renseignements circonstanciés donnés par l'adj.-s.-off. Weisshaupt. Le représentant du Comité d'organisation fait part ensuite à l'assemblée que les journées auront lieu des 17 au 19 août 1929.

La proposition du Comité central d'inviter à l'occasion des Journées suisse de Sous-officier de 1929 une délégation de 4 membres en uniforme du Club d'escrime des sous-officiers Hollandais, et de prélever pour couvrir les frais occasionnés une contribution extraordinaire de 10 cts. par membre de l'Association est acceptée après discussion nourrie, par la majorité contre 8 voix d'opposition.

Le **programme de travail de 1928** donne occasion au président central, lequel fonctionne en même temps comme directeur central de la Jungwehr, d'en appeler aux délégués en ce qui concerne cette branche spéciale de notre activité, et de rompre une lance contre les adversaires de la **Jungwehr**. Nous aurons l'occasion, dans un prochain numéro, de revenir à cet égard sur les arguments produits par celui qui connaît le mieux cette noble et la plus intéressante de nos tâches.

Notre **organe central** lequel à côté de la Jungwehr accapare le plus les forces du Comité central fait l'objet également de la part du président à des renseignements précis. Ses arguments tendent à obtenir une plus intense et plus sérieuse collaboration des sections. Le «Soldat suisse — Sous-officier suisse» fort bien accueilli dans les milieux qui aiment le pays et l'armée ne doit pas être mis en péril par un manque d'appui de la part de nos sections. Le Comité central choisira l'occasion propice pour lancer prochainement un appel à ce sujet par circulaire spéciale aux groupements et sections.

(A suivre.)

Die Verhandlungen der Delegiertenversammlung in Biel,

19. und 20. Mai 1928.

Unsere Delegiertenversammlung vereinigte die Delegierten von allen 9 Kreisverbänden und 56 Sektionen mit total 131 Abgeordneten. Als Gäste konnten wir in unserer Mitte begrüssen die Herren Oberstdivisionär de Loriol, Waffenchef der Infanterie, Oberstdivisionär Scheibli, Kdt. 3. Division, Oberst Steiner, Vertreter des Regierungsrates des Kantons Bern, Oberst Moser, Biel, die Vertreter der kantonal-bernerischen und der Bieler Offiziersgesellschaft, der Stadtbehörden von Biel und mehrere weitere Herren Offiziere. Die Versammlung machte, wie vor Jahresfrist in Genf, durch flotte Disziplin und gesunden patriotischen Geist einen sehr vorteilhaften Eindruck.

Der Zentralpräsident begrüßte in seinem Eröffnungswort die zahlreich erschienenen Gäste und gab gleichzeitig Kenntnis von Entschuldigungsschreiben des Chef des Eidg. Militärdepartementes, Herrn Bundesrat Scheurer, sowie von Herrn Oberstkörpskommandant Bridler, Kdt. 2. Armeekorps, die in kurzen markanten Worten ihrer Freude und Anerkennung über die Tätigkeit der Unteroffiziersvereine Ausdruck gaben. Der Präsident gedenkt weiter unseres Ehrenpräsidenten Feldw. Thomas Brändle, St. Gallen, der vor 20 Jahren die Verbandsleitung zu sehr glücklicher Führung von 1908 bis 1911 übernommen hatte. Leider konnte er mit seinen damaligen Getreuen, die alle noch gesund und wohl in St. Gallen oder dessen Nähe leben, unserer Einladung keine Folge leisten.

Der Präsident umschreibt die grosse Verantwortung, die den Delegierten überbunden ist, wenn sie ihre Aufgabe richtig erfüllen wollen. Der Delegierte hat nicht nur die Aufgabe, Beschlüsse zu fassen; er hat auch dafür zu sorgen, dass diese Beschlüsse in den Sektionen durchgeführt werden. Unter Umständen erwächst ihm auch die Pflicht, den Präsidenten oder den Vorstand seiner Sektion daran zu erinnern, dass das Interesse des Verbandes und des Unteroffizierskorps **zielbewusste Tätigkeit im Dienste der Armee** erfordert. Nur dadurch wird bei Volk und Behörden das Ansehen des Unteroffizierskorps gehoben und seine Autorität gefestigt, die heute, bei den gewaltig gesteigerten Anforderungen, nicht mehr Anlass zu Diskussionen bieten darf. Unsere Gradabzeichen bedeuten für uns eine Ehre, sie sind Zeichen des Vertrauens, das uns Vorgesetzte und Volk entgegenbringen, sie bedeuten für uns aber auch Pflichten. Sie verlangen von uns, dass wir uns stets auf der Höhe des technischen Könnens halten und dass wir offen und unerschrocken vor jeden hintreten, der an Armee und Landesverteidigung rütteln will. Sie verpflichten uns aber auch, dass wir uns in und ausser Dienst moralisch so verhalten, dass wir uns ihrer würdig erweisen. Sie verlangen von uns, dass wir Kameraden sind, nicht nur am Biertisch und solange es uns gut geht, sondern Kameraden, die offen vor einander hintreten und sich auch Unangenehmes zu sagen wagen. Gradabzeichen bedeuten letzten Endes auch die Pflicht, sein Blut zu wagen, wenn die Verteidigung von Eltern, Frau und Kindern dies von uns verlangt.

Nach seinem packenden Eröffnungswort widmet der Präsident den beiden verstorbenen Ehrenmitgliedern unseres Verbandes, alt Generalstabschef Oberstkörpskommandant Sprecher von Bernegg und alt Bundesrat Dr. Arthur Hoffmann, warmempfundene Worte, die uns die

überaus verdienstvolle Tätigkeit der beiden Verstorbenen für unser Land vor Augen führen. Die Versammlung ehrt das Andenken der beiden grossen Eidgenossen stehend durch eindrucksvolles Stillschweigen während einer Minute. — Eine angenehme Pflicht bedeutet es für den Vorsitzenden, den beiden Hauptorganisatoren der Tagung, den Kameraden Adj.-U.-Off. Robert Asper und Wachtm. Mathias Zimmermann, ein besonderes Kränzchen zu winden. Beide haben in jahrelanger unermüdlicher Tätigkeit in der Sektion Biel und im Zentralvorstand, ersterer auch als ausgezeichnete Redaktor unseres Organs, gewaltige ausserdienstliche Arbeit geleistet, die wir ihnen herzlich verdanken.

Als Protokollführer amtiert Feldw. Binkert (Einsiedeln), als Uebersetzer deutsch-französisch Adj.-U.-Off. Walter Müller (Genf), für französisch-deutsch Feldw. Robert Meyer (Neuenburg). Als Stimmzähler werden gewählt: Wachtm. Hugener (Herisau), Feldw. Meyer (Schaffhausen) und Feldw. Légeret (Montreux).

An den Chef des eidg. Militärdepartementes und den Zentralvorstand der Schweiz. Offiziersgesellschaft werden Sympathie-Telegramme versandt, die den starken Willen des Schweiz. Unteroffiziersverbandes zum Ausdruck bringen, seine Kraft dem Dienste für die Armee zu widmen.

Der Zentralvorstand hat die Freude, als **neu aufgenommene Sektionen** der Versammlung bekannt zu geben: Val de Travers, Gäu (Solothurn), Interlaken und Bezirk Andelfingen (Zürich), deren Vertreter die Aufnahme diplome überreicht werden. **Entlassungen** liegen keine vor; den Sektionen Sion, Porrentruy und Emmenbrücke wird nahegelegt, im laufenden Jahre ihre Tätigkeit intensiver zu gestalten, um damit den in Aussicht stehenden Ausschluss aus dem Verbandsverbande zu verhindern.

Anträge der Kreisverbände und Sektionen. Die Sektion **La Chaux-de-Fonds** zieht ihren Antrag, eine besondere Medaille für Lokalwettkämpfe zu schaffen, auf Grund des grossen in Aussicht stehenden Defizites in der Verbandskasse, zurück und erspart damit eine Beratung. Die Anträge der Sektion **Rheintal**, gewisse Abänderungen am Reglement für den Gewehrwettkampf vorzunehmen, werden durch Versammlungsbeschluss zurückgestellt bis zur Generalrevision der Reglemente nach den kommenden Unteroffizierstagen.

Diskussionslos werden unter den **Anträgen des Zentralvorstandes** die Abänderungen zu den **Grundbestimmungen für die Schweiz. Unteroffizierstage** genehmigt. Bei der Beratung des neuen Reglementes betreffend die **Auszeichnungen** ruft der Antrag des Zentralvorstandes, die an Schweiz. Unteroffizierstagen erlangten Anerkennungskarten für Gewehr- und Pistolenschiessen und Handgranatenwerfen als nicht bezugsberechtigt für den Mokkalöffel zu erklären, einer lebhaften Diskussion. In der Abstimmung siegt der Antrag des Zentralvorstandes gegenüber anderen mit 77 Stimmen bei einem absoluten Mehr von 59. Weiterhin wird beschlossen, den militärischen Vorunterricht der Jungwehr bezüglich der Auszeichnungen gleichzustellen, sofern dem Zentralvorstand die Einsichtnahme in die Berichterstattung und die Kursführung ermöglicht werde. Der für einzelne Disziplinen der S.U.T. vorgesehene Gruppenkranz wird durch Mehrheitsbeschluss ersetzt durch Einlagen in die übrigen Kränze, event. durch einen Zweig. In der Hauptabstimmung wird das neue Reglement betr. Auszeichnungen einstimmig genehmigt.

Zum **Protokoll der Delegiertenversammlung 1927** sind innert nützlicher Frist keine Einwendungen erhoben worden, so dass dasselbe einstimmig genehmigt ist un-

ter bester Verdankung an den Verfasser, Adj.-U.-Off Weisshaupt.

Ueber die vorgesehene **Arbeitsvermittlungsstelle** referiert Feldw. Jobin (Bern) als Vertreter des Zentralvorstandes. Sein Antrag, auf die Schaffung einer derartigen Institution zu verzichten, weil sie zu kostspielig und zu wenig wirksam wäre, wird von der Versammlung gutgeheissen. Es soll jedoch versucht werden, Arbeitgeber im Offiziers- und Unteroffizierskorps durch unser Organ bekanntzugeben und so Arbeitsuchenden entgegenzukommen.

Die **Geschäftsführung des Zentralvorstandes und der Jahresbericht** werden vom Vertreter der Revisionssektionen eingehend gewürdigt und die vorzügliche Arbeit der Verbandsleitung durch Erheben von den Sitzen verdankt.

Die **Allgemeinen Bestimmung für die Schweiz. Unteroffizierstage 1929 in Solothurn** werden nach kurzer Erläuterung durch den Präsidenten des technischen Komitees, Adj.-U.-Off. Weisshaupt (Schaffhausen) nach schwach benützter Diskussion einstimmig genehmigt. Vom Vertreter des Organisationskomitees werden die Tage vom 17.—19. August 1929 als Tage der Durchführung bekanntgegeben.

Der Antrag des Zentralvorstandes, für die S.U.T. 1929 eine 4 Mann starke Delegation des Holländischen Unteroffiziers-Fechterbundes in Uniform einzuladen und zur Finanzierung einen Sonderbeitrag von 10 Cts. pro Verbandsmitglied zu erheben wird nach ziemlich lebhaft benützter Diskussion mit allen gegen 8 Stimmen gutgeheissen.

Die **Jahresrechnung 1927** gibt zu keinen Bemerkungen Anlass. Dem Antrag der Revisionssektionen, dieselbe unter bester Verdankung zu genehmigen, wird einmütig zugestimmt.

Das **Arbeitsprogramm 1928** bietet dem Zentralpräsidenten als gleichzeitigem Zentralleiter der Jungwehr Gelegenheit, bezüglich dieses letzteren Arbeitszweiges eindringlich an die Delegierten zu gelangen und sich mit den Gegnern der **Jungwehr** gründlich auseinanderzusetzen. Wir werden auf die trefflichen Ausführungen des besten Kenners unseres edelsten und vornehmsten Arbeitszweiges in der nächstfolgenden Nummer ausführlich zurückkommen.

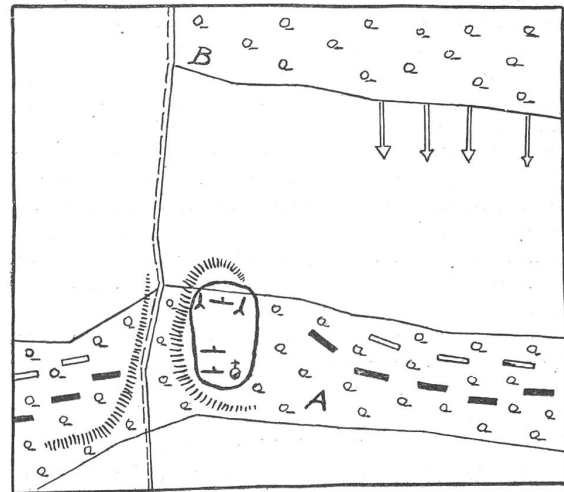
Eine gründliche Beleuchtung durch den Vorsitzenden erfährt auch unser **Zentralorgan**, das neben der Jungwehr die Kraft des Zentralvorstandes am meisten beansprucht. Die Ausführungen des Präsidenten gipfeln darin, dass er von den Sektionen viel stärkere und zuverlässigere Arbeit für unser Organ wünscht. Der «Schweizer Soldat» - «Schweizer Unteroffizier», der in den Kreisen der Vaterlands- und Armeefreunde gute Aufnahme findet, darf nicht gefährdet werden durch mangelhafte Unterstützung von Seite unserer Sektionen. Der Zentralvorstand wird die Gelegenheit wahrnehmen, in nächster Zeit in besonderem Zirkular erneut an die Verbände und Sektionen gelangen. (Schluss folgt.)

Aufgaben für Unteroffiziere in der Führung der Lmg.- und Füs.-Gruppe.

Aufgabe Nr. 8.

Lage: Der Feind hatte den Waldstreifen A besetzt. Währenddem die Züge links und rechts noch mit dem Gegner im Waldstreifen um dessen Besitz ringen, hat sich unser Zug an den feindwärts liegenden Rand desselben durchgearbeitet. Der Zugführer stellt den Zug

zum weitem Angriff gegen die Waldecke B bereit, die erste Staffel, bestehend aus den beiden Lmg-Gruppen (links und rechts) und einer Schützengruppe (in der Mitte), ca. 20 m innerhalb des feindwärts gelegenen Waldrandes. Der Wachtmeister, der die erste Staffel führt, beobachtet gegen den Wald B. Da sieht er plötzlich mehrere feindliche Eimerkolonnen aus demselben heraus gegen den Waldstreifen A im Laufschrift vorrücken. Der Zugführer befindet sich in diesem Augenblick hinten, um das Bereitstellen der zweiten und dritten Staffel anzuordnen.



1 cm = 100 m

○ Zugführer, △ Sch.-gr., λ Lmg-gr.

■ Eigene Truppen, □ Feind.

Unser Zug ist durch die dicke Linie umrahmt.

Aufgabe für den Wachtmeister, der die erste Staffel führt:

1. Beurteilung der Lage?
2. Entschluss?
3. Befehle?
4. Meldungen?

Lt. H.

Allgemeine Bestimmungen.

1. Die Lösungen sind innert 10 Tagen an die Redaktion des «Schweizer Unteroffizier», Adj.-U.-Off. E. Möckli, Postfach 99, Bahnhof Zürich, einzusenden.

2. Jede Lösung trägt an Stelle des Namens des Verfassers ein Motto, das auf einem beigelegten, verschlossenen Briefumschlag zu wiederholen ist. Der Umschlag selber enthält auf einem Zettel Name, Grad, Einteilung und Wohnort des Verfassers, sowie Angaben über die Zugehörigkeit zu einer Unteroffizierssektion.

3. Die besten Lösungen werden im «Schweizer Unteroffizier» veröffentlicht. Von den weiteren brauchbaren Lösungen werden die Verfasser ebenfalls bekanntgegeben.

4. Sämtliche Arbeiten, mit Ausnahme der veröffentlichten, gehen an die Verfasser zurück, versehen mit den Korrekturvermerken des Offiziers, der die Beurteilung übernimmt.

5. Den Lösern der besten Arbeiten werden als Auszeichnungen Bücher militärischen Inhaltes abgegeben.

Die Redaktion.